

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTCP/W/40

1er octobre 1997

(97-4065)

**Groupe de travail de l'interaction du commerce
et de la politique de la concurrence**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA TURQUIE

La Mission permanente de la Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 septembre 1997, en lui demandant de la distribuer aux Membres.

Généralités

Le Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence a été établi en vertu de la Déclaration ministérielle de Singapour. Conformément à la partie pertinente de la Déclaration, le Groupe de travail est chargé d'étudier les questions soulevées par les Membres au sujet de l'interaction du commerce et de la politique en matière de concurrence, y compris les pratiques anticoncurrentielles, afin de déterminer les domaines qui pourraient être examinés plus avant.

La Turquie se félicite de l'établissement du Groupe de travail. Les problèmes du commerce et de la concurrence sont examinés par différentes organisations internationales mais le champ de ces travaux n'est pas aussi large que celui de l'OMC. La Turquie est fermement convaincue que l'OMC, qui regroupe des pays du monde entier, peut apporter la réponse la plus objective possible aux pays développés et aux pays en développement, en tenant compte de leurs différents intérêts et préoccupations.

Introduction

De tout temps, la politique commerciale et la politique de la concurrence ont visé des objectifs différents, avec des modalités d'application différentes. Si la politique de la concurrence est élaborée au niveau national et vise à offrir à toutes les entités commerciales des chances égales dans la conduite de leurs activités sur les marchés nationaux et dans la protection des droits des consommateurs, la politique commerciale poursuit d'autres objectifs qui se situent à la fois au niveau national et au niveau international. Aux termes du préambule de l'Accord sur l'OMC, qui est la pierre angulaire du système commercial multilatéral, la politique commerciale devrait être orientée essentiellement vers "le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel et de la demande effective, et l'accroissement de la production et du commerce de marchandises et de services, tout en permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales ...".

La politique de la concurrence joue un rôle primordial dans la création d'un environnement propice au commerce. L'efficacité économique est son objectif ultime, et le succès de cette politique dépend dans une large mesure de sa clarté et des organes de décision en la matière.

Deux faits nouveaux ont caractérisé l'activité économique internationale au cours des dernières décennies: la libéralisation et la mondialisation. Bien que, comme il a été dit plus haut, la politique commerciale et la politique de la concurrence poursuivent des objectifs différents, les politiques qui touchent à la libéralisation du commerce et à la concurrence ont des objectifs économiques similaires.

En ce qui concerne la concurrence, le principal objectif est de répartir les ressources d'une manière équilibrée et efficace afin de stimuler la croissance. Quant à la politique de libre-échange, elle vise essentiellement à réduire les droits de douane et les obstacles non tarifaires.

Dans le cadre de la libéralisation et de la mondialisation, la suppression des pratiques anticoncurrentielles qui restreignent l'accès aux marchés des concurrents étrangers et l'interdiction de politiques commerciales affectant la concurrence internationale sont deux mesures particulièrement significatives.

Nous pensons que les politiques commerciales et les politiques en matière de concurrence devraient se renforcer mutuellement et aller de pair.

Expérience nationale

En Turquie, la protection de la libre concurrence est inscrite dans la Constitution et relève de la responsabilité de l'Etat (article 67 de la Constitution turque).

Dans ce cadre, le Parlement a adopté le 7 décembre 1994 la Loi n° 4054 intitulée "Protection de la concurrence", qui est entrée en vigueur le 13 décembre 1994. Cette loi prévoit l'établissement d'un système prescrivant l'obligation de réglementer, de contrôler et de prévenir tout usage abusif d'une position dominante sur le marché qui résulterait d'actes ou d'accords, de décisions ou de pratiques concertées ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de limiter ou de fausser la concurrence.

En vertu de cette loi, une autorité de la concurrence a été établie, qui jouit de l'autonomie administrative et financière et est reconnue comme une personnalité juridique. Son objectif est d'établir et de réglementer les marchés des biens et des services dans des conditions de libre concurrence, de contrôler l'application de la législation et d'exercer toutes autres responsabilités qui lui sont confiées.

Le Conseil de la concurrence est l'organe de décision de l'autorité de la concurrence. Il est responsable de l'application de cette loi. Il a été créé par décision du Conseil des ministres publiée au Journal officiel turc n° 22918 daté du 27 février 1997. Les réglementations et les directives qui doivent permettre au Conseil de la concurrence d'assumer ses responsabilités et ses fonctions sont en cours de publication.

Propositions concernant les activités futures du Groupe de travail de l'OMC

La première chose que le Groupe de travail devrait faire est d'expliquer ce que signifient la concurrence et les questions liées à la concurrence. La définition du terme, son champ d'application et sa portée devraient être précisés dès le départ. Il devrait ensuite examiner les mécanismes de la concurrence et leur incidence sur le commerce. Il devrait en outre considérer la question sous l'angle du commerce, des politiques commerciales et des mécanismes régissant la concurrence ainsi que leurs effets sur la concurrence.

Le Groupe de travail devrait également délimiter clairement les questions qu'il examinera. A notre avis, c'est là une des conditions qui détermineront le succès de ses travaux. Nous proposons de limiter le champ des questions examinées pour que le Groupe puisse se concentrer sur certaines questions fondamentales. D'ailleurs, l'élargissement des activités du Groupe de travail ou l'examen de certaines questions déjà traitées dans d'autres enceintes pourrait entraîner des chevauchements et retarder ses conclusions.

Nous sommes fermement convaincus que le Groupe de travail devrait pouvoir ouvrir la voie à une coopération plus large entre les autorités nationales des Membres chargées de la concurrence.

Au cours de l'examen des législations et des politiques nationales relatives à la concurrence, le Groupe de travail pourrait déterminer les caractéristiques fondamentales et les principes communs aux règles et procédures en matière de concurrence et, par la suite, l'OMC pourrait poser les premiers jalons de la convergence des législations nationales de la concurrence. Les pays qui n'ont pas encore de politique dans ce domaine peuvent ainsi être encouragés à légiférer. A cet égard, une attention spéciale doit être accordée aux pays en développement. Le Groupe de travail devrait examiner les mécanismes qui pourraient le mieux inciter ces pays à adopter une législation en matière de concurrence. Un cadre international régissant la concurrence et les questions liées à la concurrence ne pourra être mis en place que si les pays en développement ont l'assurance de pouvoir y participer. Il conviendrait aussi d'offrir une assistance technique à ces pays.